

PREFECTURE D'INDRE-ET-LOIRE

ARRÊTÉ

AUTORISANT

DIRECTION
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

la société de conditionnement BAYER à
poursuivre l'exploitation d'une unité de stockage
de produits phytosanitaires à CORMERY après
extension de ses installations.

N° 14624
CB/SP

LE PREFET DU DEPARTEMENT D'INDRE-et-LOIRE,

- VU la loi modifiée n° 76-663 du 19 Juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU la loi sur l'eau n° 92-3 du 3 Janvier 1992
- VU le décret modifié n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 Juillet 1976,
- VU l'arrêté préfectoral n° 13505 du 26 mai 1992 autorisant la société BAYER FRANCE à exploiter un stockage de produits phytosanitaires à CORMERY, au lieudit "Le Chaumenier",
- VU le récépissé de changement d'exploitant n° 14341 délivré le 21 décembre 1994 à la société de conditionnement BAYER,
- VU la demande présentée le 8 novembre 1995 par la société de conditionnement BAYER à l'effet d'obtenir l'autorisation de procéder à l'extension de ses installations,
- VU les avis exprimés au cours de l'enquête publique,
- VU les avis des services techniques consultés,
- VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 27 juin 1996 visé par la Direction régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement le 2 juillet 1996,
- VU l'avis favorable du conseil départemental d'hygiène émis dans sa séance du 18 Juillet 1996,

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

R.A.	
P.T.	
CR	
A.D.	
J.F.L.	
MS	

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

A R R E T E :

Article 1er :

La Société de conditionnement BAYER, dont le siège social est situé zone industrielle - B.P. n° 2 - 02250 MARLE SUR SERRE, est autorisée à poursuivre l'exploitation, après extension d'un stockage de produits phytosanitaires situé en zone industrielle "Le Chaumenier" - B.P. n° 3 - 37320 CORMERY.

Selon la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, les activités suivantes y sont exercées :

Rubriques	Activités	Classement
253/1430 B	Dépôt aérien de liquides inflammables de 1 ère et 2 ème catégorie (produits phytosanitaires). Capacité totale équivalente supérieure à 100 m ³ : 659 m ³ .	A
211.B.2°	Dépôt de gaz combustibles liquéfiés (butane-propane) sous forme de générateurs d'aérosols de 200 à 750 ml unitaire. Capacité maximale : 200 tonnes.	A
1111	Stockage de produits phytosanitaires très toxiques, la quantité totale étant limitée à 19 tonnes réparties en : 1°b) préparations solides en quantité supérieure à 1 tonne mais inférieure à 20 tonnes. 2°b) préparations liquides en quantité supérieure à 250 kg mais inférieure à 20 tonnes.	A
1155.2°	Dépôt de produits agropharmaceutiques, la quantité stockée étant supérieure à 150 tonnes (1600 tonnes) mais la quantité de substances toxiques stockée étant inférieure à 500 tonnes (180 tonnes).	A
2925	Atelier de charge d'accumulateurs, la puissance maximale du courant continu utilisable étant de 12 kW environ.	D

Article 2 :

Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent également aux installations exploitées dans l'établissement et qui, bien que ne relevant pas ou plus de la nomenclature des installations classées, sont de nature à modifier les dangers ou inconvénients présentés par les installations classées de l'établissement.

Article 3 :

L'arrêté préfectoral d'autorisation n° 13505 du 26 mai 1992 est abrogé.

Le récépissé de changement d'exploitant n° 14341 du 21 décembre 1994 devient sans objet.

Article 4 :

Les installations seront situées et installées conformément aux plans joints à la demande d'autorisation et aux prescriptions du présent arrêté.

Article 5 :

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification des installations ou de leur mode d'exploitation doivent être portées à la connaissance de M. le Préfet d'Indre et Loire avant leur réalisation.

Article 6 :

L'exploitant est tenu de déclarer sans délai à l'Inspecteur des Installations Classées les incidents survenus du fait du fonctionnement des installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

Les dépenses occasionnées par les analyses, campagnes de mesures, interventions d'urgence, remises en état consécutives aux incidents ou accidents indiqués ci-dessus sont à la charge de l'exploitant.

I - PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT

I - 1 - Prévention de la pollution atmosphérique

Article 7 :

Les émissions de gaz, vapeurs, fumées et poussières provenant d'installations quelconques ne devront pas entraîner dans les zones environnantes des teneurs en substances polluantes supérieures aux valeurs limites admissibles pour la protection de la santé publique et de l'environnement.

Article 8 :

Toute incinération en plein air de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite

Article 9 :

Les dépôts et ateliers seront largement ventilés et l'aération sera faite de façon à ne pas incommoder le voisinage par les odeurs.

I - 2 - Prévention du bruit

Article 10 :

L'établissement sera construit, équipé et exploité de façon que son fonctionnement ne puisse pas être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Article 11 :

Les prescriptions de l'arrêté du 20 août 1985 relatif au bruit des installations classées lui sont applicables. Notamment, les niveaux de bruit ambiant transmis par voie aérienne et perçus en limite de propriété seront fixés comme suit :

- de jour (7h00 - 20h00) 65 dB (A)
- périodes intermédiaires (6h00 - 7h00 et 20h00 - 22h00) 60 dB (A)
- de nuit (22h00 - 6h00) 55 dB (A)

Les bruits émis par l'installation ne doivent pas être à l'origine, pour les niveaux supérieurs à 35 dB(A), d'une émergence supérieure à :

- 5 dB(A) pour la période allant de 6 h 30 à 21 h 30, sauf dimanches et jours fériés ;
- 3 dB(A) pour la période allant de 21 h 30 à 6 h 30, ainsi que les dimanches et jours fériés,

l'émergence étant définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'installation est en fonctionnement et lorsqu'elle est à l'arrêt.

Article 12 :

L'Inspection des Installations Classées pourra demander que des études ou contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme qualifié dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais en seront supportés par l'exploitant.

Article 13

Les véhicules et engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement devront être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier à un type homologué au titre du décret du 23 janvier 1995 et des textes pris pour son application).

Article 14 :

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou accidents. Toute utilisation des signaux résultant de cette dérogation devra faire l'objet d'une inscription chronologique sur un livret d'exploitation.

I - 3 - Prévention des ruptures et des fuites

Article 15 :

Les récipients susceptibles de contenir les liquides seront construits conformément aux règles de l'art.

Les matériaux utilisés à leur construction devront être soit résistants à l'action mécanique et chimique des liquides contenus, soit revêtus sur la surface en contact avec le liquide d'une garniture inattaquable.

Il sera procédé à de fréquentes visites destinées à constater qu'il n'existe aucune fuite et que les récipients sont en parfait état, notamment avant et après toute suspension d'activité supérieure à trois semaines et au moins une fois par an.

Article 16 :

Le sol des lieux où sont stockés, transvasés ou utilisés des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sera muni d'un revêtement étanche et inattaquable. Il sera aménagé de façon à former une cuvette de rétention ou à diriger tout écoulement accidentel vers une cuve de rétention étanche. Le volume du dispositif de rétention sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % du volume du plus grand réservoir associé,
- 50 % du volume global des réservoirs associés.

Les récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

I - 4 - Prévention de la pollution des eaux

Article 17 :

Le rejet direct ou indirect d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine est interdit

Article 18 :

Les eaux pluviales seront collectées et évacuées séparément vers le milieu naturel, par le réseau approprié.

Toutes précautions seront prises pour que ces eaux ne puissent être contaminées par de quelconques produits liquides ou solides.

Article 19 :

Les eaux-vannes et les eaux usées des lavabos seront collectées et évacuées respectivement vers une fosse septique et un bac décanteur. Ces eaux seront ensuite traitées par un plateau absorbant.

Les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des ateliers et des installations seront collectées dans l'établissement et acheminées vers le traitement qu'elles nécessitent.

Article 20 :

Les eaux ne pouvant être rejetées localement seront considérées comme des déchets et leur élimination devra respecter les prescriptions des articles 21 à 25 du présent arrêté.

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel.

I - 5 - Prévention de la pollution par les déchets**Article 21 :**

En application des dispositions de la loi du 15 juillet 1975, relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux, les déchets seront éliminés dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement.

Tous les déchets seront éliminés dans des installations régulièrement autorisées à cet effet au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. L'exploitant devra s'en assurer et pouvoir en justifier à tout moment.

Les déchets banals (bois, papier, plastique, ...) et non souillés par des produits toxiques ou polluants peuvent être récupérés, valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères.

Article 22 :

L'élimination des déchets fera l'objet d'une comptabilité précise tenue en permanence à la disposition de l'Inspecteur des installations classées.

A cet effet, l'exploitant ouvrira un registre mentionnant pour chaque type de déchets :

- l'origine, la composition et la quantité,
- l'entreprise chargée de l'enlèvement et la date de l'enlèvement,
- la destination précise des déchets : lieu et mode de récupération ou d'élimination finale.

Les documents justificatifs de l'exécution de l'élimination des déchets seront annexés au registre prévu ci-dessus et tenus à la disposition de l'Inspecteur des installations classées.

Un récapitulatif sera transmis chaque trimestre à l'Inspecteur des installations classées.

Article 23 :

Dans l'attente de leur élimination, les déchets seront stockés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution.

Les stockages de déchets liquides seront munis d'une capacité de rétention dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % du volume du plus grand réservoir associé,
- 50 % du volume global des réservoirs associés.

La capacité doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à la pression des fluides.

Article 24 :

Conformément au décret du 21 novembre 1979 portant réglementation de la récupération des huiles usagées, celles-ci seront recueillies et stockées dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux.

Les huiles usagées seront remises aux ramasseurs agréés ou transportées par l'exploitant et mises directement à la disposition d'un éliminateur ayant obtenu l'agrément.

Article 25 :

Sans préjudice de la responsabilité propre du transporteur, l'exploitant s'assure que les emballages et les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à respecter l'environnement et conformes aux réglementations en vigueur.

Il s'assure avant tout chargement que les récipients utilisés par le transporteur sont compatibles avec les déchets enlevés. Il vérifie également la compatibilité du résidu avec le mode de transport utilisé.

I - 6 - Prévention du risque incendie et d'explosion**Article 26 :**

L'installation électrique sera faite selon les règles de l'art et sera entretenue en bon état ; elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Article 27 :

L'équipement électrique des installations pouvant présenter un risque d'explosion devra être conforme à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations susceptibles de présenter des risques d'explosion.

Article 28 :

L'établissement sera pourvu de moyens de secours appropriés et en nombre suffisant pour les risques dûs aux produits contenant des liquides inflammables, au matériel électrique ou autre, répartis dans les divers emplacements. Ces moyens seront définis en tout état de cause en liaison avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours, et périodiquement réévalués.

Le matériel incendie sera maintenu en parfait état.

Article 29 :

Des dispositions seront prises pour que tout commencement d'incendie puisse être rapidement combattu. Elles devront être suffisantes pour combattre un incendie jusqu'à l'arrivée des sapeurs-pompiers. Le numéro d'appel des sapeurs-pompiers sera affiché près des postes téléphoniques.

Article 30 :

Un plan d'intervention et de secours en cas d'incendie sera élaboré, en liaison avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours.

Ce plan pourra, sur sa demande, être communiqué à l'Inspecteur des installations classées ; il précisera notamment :

- l'organisation de l'établissement en cas de sinistre,
- la composition des équipes d'intervention,
- les modes de transmissions et d'alerte,
- les personnes à prévenir en cas de sinistre.

Ces dispositions générales seront complétées par des instructions particulières relatives aux divers ateliers.

Le plan sera porté à la connaissance du personnel qui sera périodiquement entraîné à son application, en collaboration avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours.

Article 31 :

Dans les zones présentant un risque d'explosion, l'éclairage artificiel se fera par lampes extérieures sous verre ou, à l'intérieur, par lampes électriques à incandescence sous enveloppe protectrice en verre ou par tout procédé présentant des garanties équivalentes. Il est interdit d'utiliser des lampes suspendues à bout de fil conducteur et des lampes dites "baladeuses".

Les conducteurs seront établis suivant les normes en vigueur et de façon à éviter tout court-circuit ; l'installation sera périodiquement examinée et maintenue en bon état.

Les commutateurs, les coupe-circuits, les fusibles, les moteurs, seront placés à l'extérieur de ces zones, à moins qu'ils ne soient d'un type non susceptible de donner lieu à des étincelles tel que "appareillage étanche aux gaz, appareillage à contacts baignant dans l'huile, etc". Dans ce cas, une justification que ces appareils ont été installés et maintenus conformément à un tel type pourra être demandée par l'Inspecteur des installations classées à l'exploitant ; celui-ci devra faire établir cette attestation par la société qui lui fournit le courant ou par tout organisme officiellement agréé.

Article 32 :

Dans les zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion, il ne devra exister aucun foyer. Il est interdit d'y fumer ou d'y apporter du feu sous une forme quelconque. Cette interdiction sera affichée en caractères apparents dans l'atelier et sur la porte d'entrée.

Article 33 :

Dans les zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion, tous les travaux de réparation ou d'aménagement sortant du domaine de l'entretien courant ne pourront être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu dûment signé par l'exploitant ou par la personne que ce dernier aura nommément désigné.

Ces travaux ne pourront s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu.

I - 7 - Protection des installations contre la foudre

Article 34 :

L'ensemble de l'établissement sera protégé contre la foudre dans les conditions précisées par l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 relatif à la protection de certaines installations classées contre les effets de la foudre (J.O. du 26 février 1993).

II - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

A - CELLULES DE STOCKAGE

A-1 Implantation - Aménagement

Article 35 : Distances d'éloignement

Les installations de stockage doivent être implantées à une distance d'au moins :

- 15 m des limites de propriétés,
- 100 m des habitations,
- 200 m des établissements recevant du public.

Article 36 : Résistance au feu

Les éléments de construction des cellules de stockage présenteront les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- utilisation de matériaux incombustibles ou difficilement inflammables ;
- sol et couvertures incombustibles ;
- parois coupe-feu de degré une heure minimum entre chaque cellule ;
- portes coupe-feu de degré une heure minimum dans les parois de séparation des cellules.

Article 37 :

La construction sera complétée par la mise en place des dispositifs et des aménagements suivants :

- la toiture comportera sur au moins 2% de sa surface des éléments permettant en cas d'incendie, l'évacuation des fumées et gaz de combustion ; sont intégrées dans ces éléments, les exutoires de fumée à commande automatique et manuelle ; les commandes sont placées à proximité des accès ;
- ces éléments ne devront pas être situés à moins de 2,50 mètres d'un mur ou d'une paroi coupe-feu ;
- les matériaux susceptibles de concentrer la chaleur par effet optique sont interdits dans ces éléments ;
- le matériel d'éclairage doit être d'un degré de protection au moins égal à IP 231 de la norme NF-C-

20010 ;

- les portes de séparation des cellules devront être munies de dispositifs de fermeture automatique ; tout autre moyen d'isolement est admis s'il donne des garanties de sécurité équivalentes ;
- chaque cellule devra comporter au moins deux issues vers l'extérieur et dans deux directions opposées ;
- des issues pour les personnes seront prévues en nombre suffisant pour que tout point de chaque cellule ne soit pas distant de plus de 50 mètres de l'une d'elles.

Article 38 : Ventilation

Les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive ou nocive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

Article 39 : Mise à la terre

Les équipements métalliques doivent être mis à la terre conformément aux normes applicables.

Article 40 : Accessibilité

Afin de permettre, en cas de sinistre, l'intervention des secours, une voie de 4 mètres de largeur et de 3,50 mètres de hauteur libre sera maintenue dégagée pour la circulation sur le demi-périmètre au moins du dépôt. Cette voie, extérieure au dépôt, doit permettre l'accès des camions-pompes des sapeurs-pompiers et, en outre, si elle est en cul de sac, les demi-tours et les croisement des engins.

A partir de cette voie, les sapeurs pompiers devront pouvoir accéder à toutes les issues du dépôt par un chemin stabilisé de 1, 80 mètre de large au minimum et sans avoir à parcourir plus de 60 mètres.

Article 41 :

Aucune construction en matériau combustible ne devra se trouver à moins de 10 mètres des murs du dépôt.

Si cette distance ne peut être respectée, le dépôt devra être isolé de celle-ci par un mur coupe-feu de degré deux heures dépassant la toiture du dépôt d'une hauteur suffisante pour éviter la propagation d'un incendie.

A-2 Exploitation et entretien

Article 42 :

L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance sur les dangers des produits stockés.

Les personnes étrangères à l'établissement ne devront pas avoir l'accès libre au dépôt.

Une clôture interdira l'accès au dépôt ; elle sera placée à une distance suffisante pour interdire le jet d'objets quelconques sur le hangar de stockage à partir de l'extérieur du site.

En l'absence de personnel d'exploitation, les locaux ou la clôture entourant les installations doivent être

fermés à clé. Avant la fermeture du dépôt, l'agent désigné à cet effet effectue une visite de contrôle.

Article 43 : Connaissance des produits - Etiquetage

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues dans le Code du Travail. Ces fiches seront transmises au Service Départemental d'Incendie et de Secours pour une insertion dans le plan d'intervention et de secours.

Les récipients et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Article 44 : Propreté

Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières et présenter les garanties correspondantes.

Article 45 : Registre entrée/sortie

L'exploitant doit tenir à jour un état et un plan annexé indiquant la nature et la quantité des produits dangereux stockés. Cet état est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

La présence de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Article 46 : Vérification périodique des installations électriques

Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, puis tous les 3 ans au moins, par une personne compétente.

Article 47 : Vérification des emballages et des récipients

Les palettes contenant les emballages et récipients mobiles sont contrôlées visuellement lors de leur réception puis tous les mois en cas de stockage prolongé.

Article 48 : Organisation du stockage

L'organisation du stockage de produits phytosanitaires devra faire l'objet d'un plan de stockage, disponible à tout moment et porté à la connaissance du personnel. Ce plan sera élaboré en tenant compte des éléments suivants :

- * dans les 3 cellules, les produits liquides à base de liquides inflammables ne seront en aucun cas stockés au-dessus de produits solides ;
- * les produits susceptibles d'être rendus définitivement inutilisables par le gel sont stockés en condition hors gel ;
- * les produits incompatibles entre eux ne sont jamais stockés dans une même cellule ; toutefois, une

telle exclusion n'est pas applicable dans le cas où l'un des produits occupe un volume faible par rapport au volume total de la cellule, est conditionné dans des récipients de moins de 30 litres, ou est à une distance supérieure à deux mètres par rapport aux produits incompatibles avec lui ;

- * le stockage est effectué de manière que toutes les issues soient largement dégagées ;
- * les générateurs aérosols seront stockés dans les conditions suivantes :
 - les générateurs aérosols recevant des gaz combustibles liquéfiés doivent être conformes aux prescriptions de la réglementation des appareils à pression de gaz,
 - à l'intérieur de chaque cellule, les générateurs aérosols doivent être stockés sur un emplacement déterminé, dégagé en permanence,
 - des ouvertures placées en partie haute et en partie basse, d'une section unitaire de 16 dm² au moins, doivent être aménagées pour permettre une ventilation efficace,
 - les générateurs aérosols ne doivent pas être placés dans des conditions où ils risqueraient d'être portés à une température dépassant 50°C,
 - l'exploitant s'assurera avant mise en dépôt que les générateurs aérosols ne fuient pas. Tout générateur aérosol défectueux doit être aussitôt évacué vers une zone adaptée.

Article 49 :

L'exploitant devra hebdomadairement tenir à jour un état récapitulatif indiquant la nature et la quantité des produits stockés.

La présentation de cet état devra également faire apparaître les quantités stockées pour les catégories de substances et préparations classées comme suit : très toxiques, toxiques, comburantes ou explosibles.

Cet état sera tenu en permanence à la disposition de l'inspecteur des installations classées et du Service Départemental d'Incendie et de Secours en cas d'intervention. De plus, un état mensuel, établi selon la classification par catégories rappelées ci-dessus et indiquant les quantités maximales détenues, sera transmis de façon trimestrielle à l'inspecteur des installations classées.

Article 50 :

Toutes les substances ou préparations dangereuses sont soumises aux prescriptions réglementaires d'étiquetage et d'emballage.

A-3 Risques

Article 51 : Protection individuelle

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité du dépôt. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement (au moins une fois par an). Le personnel doit être familiarisé à l'emploi de ces matériels.

Article 52 : Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant pourvoit l'installation d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ceux-ci sont au minimum constitués :

- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et des lieux présentant

un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;

- d'une réserve d'eau de 800 m³ minimum avec plate-forme d'accès pour les sapeurs-pompiers ;
- d'une installation d'extinction automatique à mousse alimentée par ladite réserve sur toutes les cellules recevant des aérosols et des réserves d'émulseur correspondantes ;
- d'un poteau normalisé branché sur le réseau public et de 4 poteaux surpressés autour du bâtiment alimentés à partir de la réserve ;
- de robinets d'incendie armés ;
- d'une seconde entrée sur la route nationale (entrée pompiers) ;
- d'au moins deux tenues de feu et deux appareils respiratoires individuels.

Ces moyens de lutte seront complétés par un dispositif de détection automatique de début d'incendie relié à une centrale de télésurveillance.

Le réseau et la réserve d'eau incendie ainsi que l'installation d'extinction automatique et les réserves d'émulseur seront protégés contre le gel.

Article 53 :

Le dépôt devra être équipé de capacités de rétention capables de retenir les eaux ayant servi à l'extinction d'un éventuel incendie.

Ces capacités, qui pourront être internes ou externes et obtenues par la mise en place de dispositifs mobiles, ne devront pas permettre l'extension d'un incendie et devront pouvoir être vidangées rapidement.

Les eaux ayant servi à l'extinction sont considérées comme des déchets et devront être éliminées selon les dispositions des articles 21 à 25 du présent arrêté.

Article 54 : Consignes de sécurité

Des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les zones prévues,
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ...
- les procédures d'arrêt d'urgence (électricité ...),
- les conditions de circulation dans les cellules des engins de levage qui sont d'un type non autorisé en atmosphère explosive.

B - LOCAL DE CHARGE D'ACCUMULATEURS

Article 55 :

Le local sera construit en matériaux incombustibles, couvert d'une toiture légère ou pourvu sur une face d'une cloison légère donnant directement sur l'extérieur. Il ne commandera aucun dégagement.

Il sera isolé des cellules de stockage par une paroi coupe-feu de degré une heure minimum.

Article 56 :

Le local sera très largement ventilé par la partie supérieure de manière à éviter toute accumulation de mélange gazeux détonnant.

Article 57 :

Le local ne devra avoir aucune autre affectation. En particulier, il est interdit d'y installer un dépôt de matières combustibles.

Il est interdit de fumer dans ce local.

Article 58 :

Le sol du local sera imperméable et présentera une pente convenable pour l'écoulement des eaux de manière à éviter toute stagnation.

A défaut de pente convenable pour l'écoulement des eaux, le local sera équipé d'un produit absorbant permettant, en cas d'épandage accidentel ou d'égouttures d'électrolyte, la récupération de ces égouttures. Ces déchets seront ensuite évacués dans les conditions précisées aux articles 21 à 25.

ARTICLE 59

La présente autorisation cessera de porter effet si l'exploitation venait à être interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

ARTICLE 60 :

Tout transfert de l'établissement sur un autre emplacement, toute modification notable dans l'état des lieux non prévue sur les plans déposés auprès de la préfecture, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le successeur devra en faire déclaration au préfet, dans le mois suivant la prise de possession.

ARTICLE 61 :

Lors de la cession du terrain sur lequel a été exploitée l'installation soumise à autorisation, le vendeur sera tenu d'en informer l'acheteur, par écrit. Il l'informerait également, pour autant qu'il les connaisse, des dangers ou inconvénients importants qui résultent de l'exploitation. A défaut, l'acheteur aura le choix de poursuivre la résolution de la vente ou de se faire restituer une partie du prix. Il pourra aussi demander la remise en état du site aux frais du vendeur, lorsque le coût de cette remise en état ne paraît pas disproportionnée par rapport au prix de vente.

ARTICLE 62 :

L'autorisation faisant l'objet du présent arrêté est donnée sans préjudice de l'application de toutes autres réglementations générales ou particulières dont les travaux ou aménagements prévus pourraient relever à un autre titre, notamment dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, permis de construire, permission de voirie, règlements d'hygiène, etc...

ARTICLE 63 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 64 :

Au terme du délai de deux ans imparti à l'article 59 ci-dessus, le pétitionnaire devra en rendre compte à l'inspecteur des installations classées.

Le pétitionnaire devra en outre se soumettre à la visite de l'établissement par les agents désignés à cet effet.

ARTICLE 65 :

Conformément aux dispositions de l'article 21 du décret du 21 septembre 1977, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie, et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché à la porte de la mairie de CORMERY.

Un extrait semblable sera inséré, par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans le département.

ARTICLE 66 :

Délais et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le délai de recours est de quatre ans pour les tiers. Le délai commence à courir à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

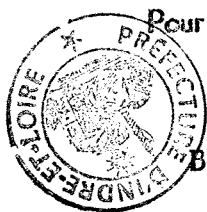
ARTICLE 67 :

M. le Secrétaire Général de la préfecture, M. le Maire de CORMERY et M l'Inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au pétitionnaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à TOURS, le **11 SEP. 1996**

Pour ampliation
Le Chef du Bureau,

S. SANCHEZ



Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Bernard SCHMELTZ